



**5<sup>ème</sup> CONGRES DES EXPERTS COMPTABLES DE L'UEMOA  
(Ouagadougou 27 – 28 Octobre 2023)**

**“Expert-comptable et lutte contre les flux financiers illicites”**

**Termes de référence**

## **I. Justification du choix du thème du congrès**

Plus de soixante années après les indépendances, les économies de la sous-région enregistrent les plus faibles PIB par habitant au monde. A titre illustratif, quatre des huit pays de l'UEMOA sont classés parmi les 20 pays les plus pauvres au monde. Les économies de la sous-région sont caractérisées par une insuffisance criarde d'infrastructures de base (réseau routier peu développé, quasi inexistence de transport ferroviaire, transport aérien au coût prohibitif pour le commerce intra sous-régional avec une flotte vétuste, très faible accès à l'électricité, matières premières non transformées localement et essentiellement destinées à l'exportation vers les pays développés, système éducatif non orienté vers la professionnalisation, faiblesse de la connectivité et des infrastructures de technologies de l'information, etc.).

Aussi, pour relever le défi infrastructurel, les gouvernants de la sous-région s'endettent depuis les indépendances auprès de bailleurs de fonds aussi bien multilatéraux que bilatéraux. Cependant, l'impact sur la qualité de vie des citoyens est en deçà des attentes du fait entre autres des flux financiers illicites (telles que la corruption, le blanchiment des capitaux, financement du terrorisme, la contrebande, etc.) qui sont un obstacle majeur au développement du continent.

En effet, le rapport 2020 de la CNUCED sur "Les Flux Financiers illicites et le développement durable en Afrique" pointe du doigt les effets dommageables de l'insuffisance des ressources mobilisables par les pays africains du fait des flux financiers illicites qui privent le continent de ressources intérieures pour booster un développement durable. La prise de conscience des pays concernés a conduit leurs dirigeants à prendre des mesures pour endiguer ce phénomène.

Elément central du travail des experts comptables, ces derniers se retrouvent ainsi en première ligne de la lutte contre les flux financiers illicites. En effet, leurs connaissances approfondies des flux financiers font d'eux des acteurs qualifiés pour appuyer les pouvoirs publics dans la traque des transactions financières illicites en fournissant des informations financières précises et en identifiant les transactions suspectes.

## II. Thématique du congrès

### II.1. objectif

- ✚ Faire l'inventaire des attentes des parties prenantes dans la lutte contre les FFI vis-à-vis de la profession et imaginer les solutions pour les adresser efficacement ;
- ✚ Susciter une forte implication de la profession dans la traque des FFI à travers une prise de conscience de leurs impacts sur le développement de la sous-région de façon générale et sur celle des entreprises en particulier ;
- ✚ Proposer des outils techniques (ou des approches d'analyse) de filtrage, de profilage et de traçage des FFI

### II.2. Déclinaison du thème central

#### ✚ **État des lieux et attentes des parties prenantes**

##### Note d'orientation :

- état des lieux des FFI et inventaire des droits et obligations de la profession et des attentes des parties prenantes.
- Identification et évaluation des différences entre les attentes des parties prenantes et des obligations légales et règlementaires de la profession

#### ✚ **L'Expert-comptable et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme**

##### Note d'orientation :

Le volume des transactions financières illicites prive les pouvoirs publics de ressources nécessaires au financement des dépenses publiques.

Au service de l'économie, notre profession peut aider efficacement à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en développant des outils d'aide à la neutralisation des actes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Les panelistes sont invités à exposer aux confrères :

- quelques recommandations du GAFI en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- quelques logiciels de surveillance de transactions financières (logiciels utilisant des algorithmes et des modèles statistiques pour analyser les transactions financières et détecter les anomalies qui pourraient indiquer des activités de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme) ;
- les indicateurs qui doivent alerter les confrères sur les risques potentiels de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (personne vivant au-dessus de ses moyens, mouvement financier ne correspondant pas au profil des initiateurs, changement soudain de profil financier, opération avec des territoires affectés par le terrorisme ou des territoires voisins, etc.) ;
- les systèmes d'analyse des risques qui permettent d'évaluer les risques liés à une transaction pour déterminer si elle présente des risques de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ;
- etc.

## **L'Expert-comptable et la lutte contre la corruption**

### Note d'orientation :

La corruption est un fléau qui déstructure le tissu économique et social d'un pays (inégalité entre citoyens, détérioration de la qualité des services publics, dégradation de la confiance des citoyens envers les institutions publiques et les entreprises, etc.). C'est un phénomène multiforme qui affecte aussi bien le monde des affaires que les milieux politiques, la justice, l'enseignement, etc. Elle se manifeste généralement à travers des pratiques illégales ou immorales telles que le trafic d'influence, la fraude, le favoritisme, les détournements de fonds, etc.

Les panelistes sont invités à :

- ✓ exposer aux confrères, les exigences de la norme ISO 37001 : 2016 – Système de management anti-corruption (cette norme fournit un ensemble de lignes directrices pour aider les organisations à prévenir, détecter et gérer les risques de corruption) ;

- ✓ exposer aux confrères les outils et/ou méthode d'aide à l'identification d'actes de corruption, notamment :
  - les relations entre parties prenantes pour détecter les conflits d'intérêts et les comportements suspects ;
  - les faiblesses du système de contrôle interne qui peuvent favoriser des actes de corruption ;
  - les factures fictives (factures ne correspondant pas à un produit ou à un service) ;
  - transactions sur des comptes bancaires offshore ;
  - les signes de richesses sans base solide (disproportion entre la position d'une personne et ses revenus) ;
  - les transactions financières suspectes (paiements en espèces, les transferts de montant inhabituels, etc.)
  - etc.

## **L'Expert-comptable et la lutte contre l'évasion fiscale**

### Note d'orientation

Il est difficile d'estimer le volume des transactions financières qui relèvent de l'évasion fiscale, tant ses aspects sont multiformes. Ce phénomène prive les états africains de précieuses ressources pour financer le développement "L'impact de ce pillage est impressionnant. Le manque à gagner correspond par exemple à 20 % du budget de la santé du Maroc. Cette proportion grimpe à 45% en Côte d'Ivoire, 70% au Sénégal et 472% au Nigeria."<sup>1</sup>

Les panelistes sont invités à exposer aux confrères les pratiques qui relèvent de l'évasion fiscale, notamment :

- les facturations fictives qui érodent les bases d'imposition ;
- la manipulation des prix de transfert ;
- les transactions avec les paradis fiscaux ;
- la création de sociétés offshores ;
- les montages financiers complexes qui permettent de transférer les bénéfices vers les pays à fiscalité plus avantageuse.
- etc.

---

<sup>1</sup> <https://www.jeuneafrique.com/mag/1094285/economie/tribune-et-si-on-en-finissait-avec-levasion-fiscale/>

Les panelistes éclaireront également les confrères sur les limites entre l'optimisation fiscale et aide à l'évasion fiscale.

### **✚ L'éthique de l'Expert-comptable à l'épreuve de la lutte contre les flux financiers illicites**

Les flux financiers illicites sont une forme de comportement immoral et illégal. Ils ont des conséquences graves sur l'économie et la société dans son ensemble. De ce fait, l'expert-comptable doit être vigilant et prendre les mesures nécessaires, pour éviter toute implication dans les activités illicites.

Les panelistes sont invités à rappeler aux confrères leur responsabilité envers la société, notamment l'obligation qui leur est faite de signaler toute activité suspecte aux unités de renseignement afin de préserver la confiance du public en notre profession.

### **✚ Actualités de l'IASB et présentation de la mise à jour du référentiel comptable IFRS pour les PME**

## **III. Animation du congrès**

### **III.1. Animation des sous-thèmes**

Les sous-thèmes seront animés sous forme de panels de quatre personnes constitués comme suit :

- Un modérateur (expert-comptable)
- trois présentateurs (expert-comptable, universitaire ou personne-ressource des parties prenantes); le ou les experts comptables aborderont la prise en charge de la problématique au sein de la profession.

### **III.2. Atelier partenaires**

Il s'agit essentiellement de partenaires qui souhaitent présenter des solutions à la profession. Leur participation au congrès se fera sous forme d'atelier solutions qu'ils organiseront à leur convenance.

#### **IV. Rapporteurs**

- XXXXXX YYYYYY
- XXXXXXXXX YYYYYY

#### **V. Programme**

25 Octobre : Accueil et inscription des congressistes (remise des badges et kits)

- 26 Octobre:
- 08 h 00 : Accueil et installation des délégations
  - 09 h 00 : Cérémonie d'ouverture sous le haut patronage du 1<sup>er</sup> Ministre, Chef du gouvernement
  - 10 h 00 : Pause-café
  - 10 h 30 : Panel 1
  - 12 h 00 : Pause déjeuner
  - 14 h 00 : Panel 2
  - 15 h 30 : Pause-Café
  - 16 h 00 : Panel 3

- 27 Octobre:
- 09 h 00 : Panel 4
  - 10 h 30 : Pause-café
  - 11 h 00 : Panel 5
  - 12 h 30 : Déjeuner
  - 15 h 00 : Cérémonie de clôture sous la présidence du Ministre de l'Économie, des Finances et de la Prospective
  - 19 h 00 : Diner